

**Birmanie - Union européenne -
Déclaration de la Haute
représentante, au nom de l'Union
européenne - Communiqué de
presse du Conseil de l'Union
européenne
(Bruxelles, 20 novembre 2017)**

L'Union européenne continue à défendre fermement et résolument la transition démocratique du Myanmar/de la Birmanie.

La situation humanitaire et en matière de droits de l'homme dans l'État de Rakhine reste extrêmement grave. L'UE demande une nouvelle fois la cessation immédiate de toute forme de violence et la mise en place de l'État de droit et de l'administration civile dans l'État de Rakhine, dans le cadre d'une approche non discriminatoire. Il est essentiel de rétablir l'accès de l'aide humanitaire pour les Nations unies et les organismes internationaux d'aide. Il faut mettre en place les conditions nécessaires pour permettre le retour volontaire, sûr et digne des personnes concernées vers leurs lieux d'origine.

Rappelant les conclusions sur le Myanmar/la Birmanie que le Conseil a adoptées le 16 octobre 2017, l'Union européenne invite le gouvernement du Myanmar/de la Birmanie à faire en sorte que les auteurs d'atrocités aient à répondre de leurs actes.

Dans le cadre de la 13e réunion des ministres des affaires étrangères ASEM tenue à Nay Pyi Daw du 20 au 21 novembre 2017, l'Union européenne prend note avec satisfaction des prochaines étapes présentées par la conseillère d'État Aung San Suu Kyi, qui prévoient dans un premier temps de finaliser rapidement un accord bilatéral avec le Bangladesh en matière de retour, puis de commencer à mettre en oeuvre les recommandations formulées par la commission consultative sur l'État de Rakhine./.